

DOSSIER : Congrès des maires 2021 : changement d'ère à l'AMF

Dossier publié à l'adresse <https://www.lagazettedescommunes.com/775520/climat-de-la-theorie-a-la-pratique/>

[SALON ET CONGRÈS DES MAIRES]

Climat : de la théorie à la pratique

Olivier Descamps | actus experts technique | Dossiers d'actualité | France | Publié le 19/11/2021

Au lendemain de la COP26, la question climatique était sur toutes les lèvres au Salon des maires et des collectivités locales (SMCL) organisé du 16 au 18 novembre, en parallèle du Congrès des maires, 103è du nom. D'abord parce que les acteurs locaux ont un rôle à jouer pour atteindre la neutralité carbone. Ensuite parce que les premiers effets du réchauffement demandent dès aujourd'hui des politiques d'adaptation.



Les élus locaux étaient présents en masse à la COP26. Et malgré leur déception ^[1] au retour de Glasgow, nombreux sont ceux qui ont gardé la foi. « Nous avons fait en sorte que dans la déclaration finale apparaissent les mots « régional », « local », « gouvernance multi-niveaux » », rappelle Vincent Chauvet, maire (Modem) d'Autun (Saône-et-Loire) et présent à la COP au nom du Comité des régions de l'Union européenne.

Reste donc à montrer que la confiance dans les territoires est méritée. « On ne manque pas d'idée, plutôt de moyens pour les mettre en œuvre, témoigne Léonore Moncond'huy (EELV), maire de Poitiers. Pour autant, nous nous devons d'investir tous les espaces d'action disponibles ».

- « Les mairies peuvent agir sur le climat en changeant le comportement des habitants » ^[2]

Une convergence d'intérêt

Si chacun y va de ses solutions, l'un des enjeux sans doute sous-investi est la recherche de sobriété. « On doit requestionner nos besoins, donc nos modes de vie individuels et collectifs », rappelle Agnès Jalier Durand, animatrice territoriale à l'Ademe ; « comprendre qu'on vit au-dessus de nos moyens », abonde Stanislas Pottier. Le président de l'association BBKA (pour bâtiment bas-carbone), dont l'objet est la conception de villes plus vertueuses, invite les élus à remettre en cause certaines pratiques afin de suivre le message du Giec. Les scientifiques soulignent la nécessité d'agir dans les dix ans qui viennent. Pas uniquement à préparer 2050. « Ne nous dispersons pas et mettons les moyens là où il y a le plus d'impacts. Parfois, mieux vaut ne rien faire que faire « vert » », insiste-t-il.

Les collectivités tâtonnent encore sur la sobriété. « La question n'est pas mûre », reconnaît Romain Lubazeau, directeur général du réseau SCET (filiale de la Banque des territoires). Néanmoins, certains projets ont déjà des résultats. En matière d'optimisation foncière ou d'éclairage urbain par exemple. « La recherche d'efficacité, c'est passer aux LED. L'engagement vert, c'est d'investir dans les énergies renouvelables pour les alimenter. La

sobriété, c'est de ne pas éclairer quand ce n'est nécessaire », détaille Stanislas Pottier... avec des intérêts climatiques, mais aussi sonnants et trébuchants.

À Argentan, dans l'Orne, la nouvelle politique d'éclairage public a permis de diviser par deux la facture énergétique. Avec 175 000 euros d'économie... dont 90 grâce à la sobriété.

- Il est temps de mettre la sobriété au cœur de la transition écologique ^[3]

Spécificités régionales

Les autres enjeux du défi climatique sont connus : l'efficacité, qui invite à utiliser les meilleures technologies pour un besoin donné, et l'évolution du mix énergétique... avec des spécificités locales. Omniprésent au SMCL, EDF entend aider les collectivités à les définir précisément. « Nous proposons à plusieurs régions des études précises qui identifient leurs leviers de décarbonation », rapporte François Turbault, chercheur au service R&D de l'opérateur. Ce travail a notamment mis en évidence la singularité de la région Île-de-France, dont 51 % des émissions concernent le bâtiment, ou celle des Pays de la Loire, avec une omniprésence des maisons individuelles et des chaudières fioul.

Ces spécificités méritent d'être prises en compte pour définir des politiques territoriales... en gardant en tête que des acteurs comme EDF possèdent une expertise non discutable, mais aussi des prismes qui influent parfois sur un certain nombre de leurs conclusions.

- « Les démarches de transition énergétique recréent du lien » ^[4]

Casse-tête littoral

Pas de miracle. « Nous sommes en première ligne pour agir, mais aussi pour gérer les crises », insiste Léonore Moncond'huy. Quels que soient leurs efforts, les collectivités doivent apprendre à revoir la stratégie touristique en moyenne montagne, à gérer le phénomène d'îlot de chaleur en ville, à se préparer à davantage de catastrophes encore trop souvent qualifiées de naturelles, et à reconsidérer la politique d'aménagement en bord de mer. « 19 % du littoral connaît un recul du trait de côte », rappelle Nathalie Metzler, cheffe du service en charge du domaine maritime au Cerema.

L'arsenal législatif a beaucoup évolué, notamment via la loi climat-résilience ^[5] qui va obliger les territoires touchés à cartographier les bâtiments qui seront impactés d'ici trente ans et d'ici cent ans. Les documents d'urbanisme ont vocation à intégrer des stratégies de recomposition spatiale. « On va devoir réorganiser l'espace en déplaçant certaines infrastructures en arrière-plan, soupire un élu. Et cela va nous poser de nombreux problèmes ».